Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
AU GABON

DISCOURS DE M. PHILIPPE AUTIE, AMBASSADEUR, HAUT REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU GABON

LIBREVILLE

DIMANCHE 14 JUILLET 2019 - FETE NATIONALE

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Madame et Messieurs les Présidents des institutions constitutionnelles,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général de la Présidence de la République,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations internationales,
Monsieur le Gouverneur de l'Estuaire,
Monsieur le Général commandant les Eléments français au Gabon,
Madame la Consule générale,
Chers amis gabonais,
Mes chers compatriotes,
Mesdames et Messieurs,

Le 14 juillet 1789, il y a 230 ans aujourd'hui, les Parisiens prennent la prison royale de la Bastille. La Révolution française signifiera ainsi que le peuple et non le roi est souverain. Le pouvoir se veut désormais au service de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Plus de deux siècles plus tard, le message conserve son actualité et son urgence :

- Il nous dit que la société des hommes est plus qu'une simple collection d'individus, plus que le coudoiement d'intérêts particuliers, plus qu'un marché ;
- qu'elle ne peut reposer sur la seule compétition mais a besoin de la coopération pour se stabiliser, car, selon les mots de Lacordaire, « entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit » ;
- qu'à l'heure de la mondialisation, seule la coopération multilatérale peut nous permettre d'espérer faire face aux menaces qui sont devant nous, de la prolifération nucléaire à la croissance des inégalités et au réchauffement climatique ;
- et que face à la menace des infox, plus connues sous le nom de *fake news*, le meilleur rempart de la démocratie est le respect de la vérité en général, de la vérité scientifique en particulier : car, comme l'a dit Zola, « il n'est de justice que dans la vérité et il n'est de bonheur que dans la justice ».

La France entend rester fidèle à ce message. Elle entend œuvrer à l'émergence de la régulation internationale qu'impose la mondialisation. Elle forme le voeu que l'Union européenne en soit un laboratoire. Elle entend promouvoir la défense des biens communs universels.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est ce combat que veut porter la relation bilatérale entre le Gabon et la France.

Combat, en premier lieu, contre le réchauffement climatique et pour la défense de la biodiversité.

Couvert à près de 90% par la forêt, au cœur d'une région qui forme le second poumon du monde après l'Amazonie et l'un des pôles mondiaux de la biodiversité, le Gabon est pour mon pays un partenaire naturel dans la diplomatie environnementale et climatique, notamment depuis les négociations de la COP 21 et de l'accord de Paris sur le climat, mais aussi en sa qualité de président du CAHOSCC, le Comité des chefs d'Etat et de gouvernement africains sur les changements climatiques. Ce n'est pas par hasard que la France, présidente du G7, a tenu à associer le Gabon à la réunion du G7 environnement, à Reims, en mai dernier. Nos deux pays seront également engagés côte à côte, lors du Sommet des Nations Unies pour le Climat en septembre prochain à New York.

Mon pays est heureux de sa coopération avec le Gabon dans le secteur de l'environnement et de la préservation de la forêt et de la biodiversité, que nous

finançons dans le cadre de l'accord bilatéral de conversion de dette. Nous sommes fiers de l'exemplarité en matière de développement durable des entreprises forestières françaises installées au Gabon, toutes certifiées FSC. Enfin, convaincu que c'est en Afrique que sera inventée la ville durable de demain, avec 500 millions d'urbains en plus en 2025, mon pays y consacrera le prochain sommet Afrique-France, qu'il accueillera en 2020.

Combat, ensuite, pour la stabilité régionale et la lutte contre le terrorisme.

La France se réjouit d'accompagner le Gabon dans son engagement dans la sécurité collective de l'Afrique centrale :

- participation d'un bataillon gabonais à la MINUSCA en République centrafricaine ;
- lutte contre l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée dans le cadre du processus de Yaoundé ;
- implication dans la CEEAC, dont Libreville abrite le siège et l'état-major régional ;
- accueil sur le sol gabonais des Eléments français au Gabon, tournés vers les dix pays membres de la CEEAC ;
- et de deux écoles nationales à vocation régionale soutenues par la France.

C'est ainsi largement dans cette perspective régionale que s'inscrit la riche relation de défense entre le Gabon et la France, un de nos premiers partenariats en Afrique subsaharienne. Une coopération qui s'est encore renforcée sur l'année écoulée, avec la visite à Libreville du chef d'état-major général des armées français en mars et la visite à Paris de la ministre de la défense en juin, avec le renouvellement du traité bilatéral de défense en mai, avec la montée en gamme de notre coopération structurelle et de notre coopération en matière de lutte contre le terrorisme et avec la mise à jour de l'accord franco-gabonais de gestion des flux migratoires.

Cette orientation régionale de la coopération de défense entre le Gabon et la France est aussi une perspective multilatérale : la France souhaite qu'entre les Nations unies et les organisations sous-régionales, l'Union africaine soit toujours plus présente et crédible en matière de maintien de la paix.

Combat, en troisième lieu, pour le développement.

Comme l'a dit le Président Macron, « c'est en Afrique », dont la population passera de 1 à 2 milliards d'habitants d'ici 2050, « que se jouera une partie du basculement du monde ». C'est donc aux dons aux PMA d'Afrique subsaharienne qu'ira l'essentiel de l'augmentation en cours de l'aide publique au développement de la France, de 0,43% de son revenu national en 2018 à 0,55% en 2022 : augmentation qui représente un effort considérable pour mon pays.

Si le Gabon, pays à revenu intermédiaire, restera justiciable d'une aide sous forme de prêts, il n'en partage pas moins les mêmes priorités sectorielles que les pays éligibles aux dons :

- la santé, avec les aides du Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dont la France est le deuxième contributeur, et l'aide bilatérale de l'Agence française de développement, d'un montant de 50 M€ ;
- et l'éducation, où l'AFD est engagée dans un projet de 154 M€ pour la construction de 500 salles de classe de primaire et collège sur Libreville et Port-Gentil, pour 25.000 élèves.

L'engagement de la France auprès du Gabon en matière éducative se traduit également par son appui aux six « Ecoles publiques conventionnées » (EPC) : écoles primaires homologuées par le ministère français de l'éducation nationale, elles scolarisent 2.500 élèves dont 400 Français. Un diagnostic de ce dispositif est en cours, la France souhaitant que soient identifiées et réunies les conditions nécessaires à la poursuite de sa mission.

Au-delà de l'éducation et la santé, qu'on me permette de mentionner aussi le soutien que la France, via l'AFD, se prépare à apporter au secteur agricole, en instruisant actuellement un projet pour un montant de 30 M€, et l'accent que nous souhaitons mettre de plus en plus sur la société civile au bénéfice des PME, notamment dans le domaine de l'artisanat et du numérique, et de la jeunesse et de la condition féminine.

Combat, également, pour la démocratie et les droits de l'homme.

Comme l'a dit le Président Macron, la France n'a pas la prétention de dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire, quelles sont les règles de l'État de droit. Elle sait que chaque pays a ses rythmes et ses étapes propres. Mais à la fin, mon pays soutient l'idée que l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme ne sont pas seulement des valeurs occidentales. Ce sont des principes universels, des normes juridiques librement adoptés par tous les pays du monde. La justice et les libertés sont aussi un bien commun, pas moins que le climat. L'appel de la liberté, de l'égalité et de la fraternité continue à résonner partout. Et je me réjouis d'accueillir ici ce soir, en même temps que les représentants de la majorité au pouvoir, les principaux responsables de l'opposition, tant il est clair que la démocratie suppose une majorité et une opposition, et un débat entre elles.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La relation entre le Gabon et la France est une relation d'Etat à Etat bien sûr. C'est aussi une relation ancrée dans ***une singulière proximité, linguistique, culturelle et presque identitaire, entre nos deux pays.***

Proximité, mes chers compatriotes, dont témoigne l'intégration, parfois depuis plusieurs générations, de la communauté française au Gabon, première communauté française en Afrique subsaharienne par ses effectifs rapportés à la population du pays d'accueil. Une communauté qui ne se limite pas à Libreville, puisque nous célébrons la fête nationale avec nos compatriotes aussi à Port-Gentil et à Franceville. Je veux saluer ici le plein engagement de la consule générale, de son équipe ainsi que des représentants de la communauté française pour accompagner au quotidien chacun de nos compatriotes et répondre à leurs préoccupations.

Proximité entre nos deux pays dont témoigne également la mobilité étudiante gabonaise vers la France, qui a doublé en quatre ans et représente 12% des étudiants gabonais et près de 60% de ceux d'entre eux qui étudient à l'étranger. Le réseau des *alumni* gabonais, lancé en février 2018, est fort aujourd'hui de près de 3.500 membres. L'Institut français du Gabon a organisé en février dernier son premier Salon des études en France, un grand succès avec 2.000 visiteurs. Ce sont ainsi plus de 1.200 étudiants gabonais qui sont partis poursuivre leurs études supérieures en France en 2018. Ce lien dense se trouve renforcé par la délivrance de visas de circulation pour les diplômés gabonais de l'enseignement supérieur français, titulaires d'un master depuis moins de cinq ans.

La proximité entre le Gabon et la France, c'est bien sûr celle de la culture.

Je suis heureux ici de saluer l'action et la programmation de l'Institut français du Gabon : cinéma, musique, danse, arts plastiques, débats d'idées, médiathèque. Et je remercie les entreprises françaises pour la générosité de leur mécénat à l'Institut. Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, je saisis l'occasion qui m'est donnée ici de redire que la scène de l'Institut vous est ouverte et je me réjouis de la grande qualité des spectacles et concerts que vous y avez offerts ces douze derniers mois.

Et la culture c'est aussi l'avenir : alors que le nouveau Musée national de Libreville attend d'accueillir ses collections, la France est disponible pour examiner les modalités d'une éventuelle assistance technique et d'un possible accord de coopération visant à une circulation des œuvres. L'année 2020 sera aussi celle de la *Saison des cultures africaines* qui sera organisée en France et en Afrique et, je l'espère, au Gabon et dont l'objectif est de faire connaître les cultures africaines d'aujourd'hui. Enfin il nous faut saisir les opportunités de coopération dans le domaine du sport que peut ouvrir la perspective des Jeux olympiques à Paris, en 2024.

La proximité entre le Gabon et la France est aussi bien sûr d'ordre économique.

Premier fournisseur et premier investisseur étranger avec près d'une centaine de filiales d'entreprises françaises et autant de sociétés de droit gabonais détenues

par des Français, présente dans tous les secteurs, la France est attachée à son partenariat économique avec le Gabon. Nous ne pouvons que nous réjouir de la trajectoire ascendante de nos relations d'affaires ces douze derniers mois. L'organisation d'un Forum d'affaires dans les locaux du Sénat à Paris, en mars, en a fourni l'illustration. Les entreprises françaises entendent contribuer pleinement à la diversification de l'économie gabonaise, dans tous les domaines. D'importantes opportunités d'investissement sont en vue et doivent être saisies, notamment dans le secteur minier et les infrastructures.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je ne saurais terminer sans remercier tous ceux qui ont contribué à l'organisation de cette réception :

- les membres du chœur Mekom qui ont interprété les hymnes nationaux et le groupe de musique D Jazz qui assurera la soirée,
- les agents de l'ambassade et de la résidence, du consulat général, de l'Institut français, des Eléments français au Gabon,
- les forces de la police nationale gabonaise,
- les entreprises mécènes de cette réception. Elles sont toutes profondément investies au Gabon et sont ainsi au cœur de la relation bilatérale entre nos deux pays. Je ne peux les citer toutes tant elles sont nombreuses. Vous en avez la liste sur le grand panneau à ma droite.

Notre relation bilatérale est dynamique et vigoureuse. Vous en avez la preuve derrière moi, dans le chantier de construction de notre nouvelle ambassade. Nous nous y installerons à l'horizon 2021. Nous quitterons alors l'ambassade actuelle, en espérant que ce témoin emblématique de l'architecture des années 1960 trouvera un acquéreur prêt à le conserver.

Vive le Gabon, vive la France, vive l'amitié franco-gabonaise et bon 14 juillet à tous !